

Nous personnels **BIATOS** de l'**UFR d'histoire, arts et archéologie** œuvrons tous les jours avec dévouement. Rouage essentiel de la machine scolaire et universitaire, nous revendiquons la spécificité de nos métiers et affirmons que ne pas la respecter, c'est ignorer l'importance de nos missions et nos compétences.

Nous comprenons le mouvement initié par les enseignants-chercheurs. D'autant plus qu'il s'inscrit dans la défense du service public et la lutte contre les conséquences néfastes de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU). En effet, sous couvert d'autonomie, le gouvernement limite les ressources publiques de l'université et tente d'imposer des lois contraignantes. De fait, les universités seront libres et autonomes... de se débrouiller avec ce qu'elles ont. La flexibilité est d'ailleurs un des principaux outils de gestion de la pénurie. Si l'objectif est de faciliter l'accès à l'université, tout en augmentant les taux de réussite aux examens, il est clair qu'il ne sera pas atteint.

Les évolutions législatives récentes nous font présager d'un **désengagement de l'État** dans nos missions. Nous le refusons et affirmons notre volonté de **garder notre statut de fonctionnaire d'État**. Ce statut est seul garant que le service public sera également rendu sur tout le territoire. C'est un gage de neutralité et d'impartialité des fonctionnaires. Il permet un traitement (avancement, mutation, paie,...) équitable des agents de l'État. Ce statut accessible via concours offre à tout citoyen la possibilité de participer à la bonne marche des institutions publiques.

Pour certains d'entre nous, personnels de l'administration scolaire et universitaire (ASU), nous nous sommes engagés à servir l'État dans ses établissements universitaires mais aussi scolaires. Alors que l'État nous promettait une mobilité plus facile, nous assistons à un découpage et un cloisonnement des postes qui nous sont offerts. Nous avons choisi l'ASU pour sa diversité et voulons que ce choix soit respecté. Laissez nous le choix de travailler pour l'université, pour les collèges, pour les lycées, pour les services déconcentrés...

Aussi, non seulement nous réclamons l'assurance de garder nos statuts, mais nous **demandons** aussi le **recrutement** de collègues fonctionnaires dans les services scolaires et universitaires, seul moyen pour que nous rendions dans de bonnes conditions le service public auquel tout citoyen a droit. Recruter s'est aussi reconnaître enfin le travail des agents non-titulaires(ANT) en leur permettant de devenir fonctionnaire par le biais de concours internes et ainsi respecter leur droit à une vie décente.

Il est inadmissible que sous couvert de rationalisation, l'on mette en cause nos compétences et notre capacité d'organisation, alors que l'État nous donne de moins en moins les moyens de travailler de manière professionnelle. On le voit aujourd'hui avec l'évolution des outils informatiques de l'université. Des outils performants sont enfin mis à notre disposition. Cela aurait pu être fait beaucoup plus tôt. Mais les moyens ne sont utilisés que maintenant pour appliquer la LRU efficacement. Il est navrant de constater que nos outils de travail évoluent pour cause de nouvelles législations et non par recherche d'efficacité et de confort. Encore une fois, nous constatons le manque de considération à notre égard. Les moyens existent, mais sont utilisés pour détruire ce en quoi nous croyons : **le service public pour tous et partout**.

Les enseignants et les étudiants se battent pour conserver une formation professionnelle après la réussite aux concours de l'enseignement. Nous soutenons leurs combat. Mais qu'en est-il de notre formation à nous? Les agents de catégorie B et C n'ont aucune formation professionnelle après concours. Est-ce à dire que nos tâches sont trop simples? La spécificité de nos métiers est encore une fois ignorée.

Chaque jour, nous assumons les faiblesses de l'université, face aux étudiants, aux enseignants, aux chargés de cours. Annoncer des mauvaises nouvelles est notre quotidien, refaire un travail déjà fait aussi. Ces faiblesses nous les assumons alors qu'elles ne sont pas de notre fait.

Nous pourrions prendre une part plus active au mouvement actuel. Mais le découragement, la lassitude et le désespoir d'obtenir de meilleures conditions de travail, le manque de soutien et de considération en dissuadent plus d'un.

Nous espérons que la situation actuelle, plutôt que d'attiser les dissensions, permettra une prise de conscience collective de la nécessaire existence de chaque membre de la communauté universitaire. Si ce mouvement prend fin sans cette prise de conscience, cela constituera un réel échec pour nous tous. Cet échec sera la parfaite démonstration de notre incapacité à dialoguer pour résoudre une crise profonde, une crise accentuée par un corporatisme trop prégnant alors que l'ensemble de la communauté universitaire est touchée. Si échec il y a, nous refuserons d'assumer seuls les conséquences d'un mouvement dans lequel nous ne nous reconnaissons pas pleinement et qui s'appuie sur l'espoir que les BIATOSS seront là, fidèles au rendez-vous le jour de la reprise.

Il est de la responsabilité de chacun de rechercher le progrès et de faire front face aux atteintes portées à l'université et au système éducatif en général. Le ministère et le gouvernement doivent assumer leurs responsabilités et savoir que ne pas collaborer avec la communauté universitaire dans l'élaboration de leurs projets de lois, c'est sacrifier à minima un semestre d'étude pour les étudiants!

Alors qu'aucune avancée notable concernant les réformes de l'université et de l'Education Nationale n'est annoncée, nous prenons donc nos responsabilités. En ce qui concerne la validation du second semestre, nous accomplirons nos missions, dans la transparence et la dignité. Nos responsables sont prêts à étudier un nouveau calendrier. Néanmoins nous mettons en garde les responsables de notre université sur l'élaboration de calendrier irréalisable. Irréalisable, non parce que nous n'en voudrions pas, mais par impossibilité technique et contrainte de temps. Nous assistons en ce moment à une instrumentalisation des personnel Biatoss. Non, nous ne servirons pas les intérêts de qui que ce soit. Non, nous ne prendrons pas partie pour les uns ou les autres en ce qui concerne le calendrier. Nous avons une expertise dans l'élaboration d'un calendrier universitaire, dans la tenue d'examens, dans la gestion de la scolarité et seule cette compétence est à la base nos remarques. Ignorer nos remarques sera donc pris comme un affront fait à notre encontre et un refus de reconnaître en nous une quelconque compétence.

Nous le répétons, en dehors des contraintes techniques auxquelles nous ne pouvons rien, nous sommes prêts à étudier de nouveaux calendriers et à nous investir pour que tout se passe au mieux.

Remarques :

sur la reprise du travail :

En dehors de la remise en état du campus, la reprise du travail dans nos bureaux ne sera pas instantanée. Il nous faudra dans un premier temps nous ré-approprier nos bureaux. De plus, nous travaillons depuis un mois dans des conditions précaires, nous devons donc faire le

point sur ce qui a été accompli et nous organiser en fonction du retard pris.

sur le 1er semestre :

Le 1er semestre n'est pas validé. La mesure de rétention des notes n'a pas été levée par les enseignants. Il faudra donc procéder à toutes les opérations de validation du 1er semestre après la collecte des notes. A ce jour, nous ne savons pas quand les notes nous seront données.

sur le 2nd semestre :

- voici les périodes **nécessaires et incompressibles** pour organiser une session d'examen
- 3 semaines d'examen, avec des examens réduits car pour la plupart pas d'oraux (par exemple en histoire écrit+oral c'est 4 1/2 semaines au mieux).
 - 2 semaines pour contrôle des saisies de notes, envoi à l'informatique des fichiers (cela sous-entend que les enseignants corrigent dans la foulée de l'examen pour pouvoir donner les notes)
 - 2 jours pour le travail de contrôle et de correction des anomalies. Il faut en effet s'assurer que toutes les UE sont saisies, relancer les départements qui ont des UE non remplies car sinon le lancement des calculs est impossible. Si les enseignants ne jouent pas le jeu, nous sommes coincés ou alors nous mettons absents à tous les étudiants pour lesquels il manquerait une note (pour permettre le lancement de calcul). Ce qui signifie une nouvelle saisie lorsqu'on a les notes, un nouveau lancement etc... etc...
 - 3 jours pour le lancement des calculs (1 jour par année, L1 L2 L3)

Il faut donc **6 semaines** pour boucler une session d'examen.

N'apparaissent pas dans ce calendrier les masters, que l'on est obligé de traiter en parallèle puisque il n'y a pas d'organisation de calendrier d'examen.

En dehors des ces remarques, des observations supplémentaires doivent être faites sur d'éventuelles sessions en septembre.

Si l'on envisage 2 sessions en septembre, il faut prévoir 12 semaines, en considérant que les étudiants réviseront pendant les 3 semaines où les notes seront saisies et les calculs lancés. La rentrée pourra se faire au mieux le 23 novembre, soit 6 semaines plus tard que prévue.

En effet, on ne peut commencer les inscriptions administratives qu'après la 1ere session validée soit à partir du 12 octobre. Il faut 18 jours ouvrables pour inscrire les bacheliers (5 jours ouvrables), les admis session 1 et les extérieurs. Les chaînes d'inscription ne sont pas ouvertes dans tous les UFR en même temps à cause de la mise en place de la nouvelle carte multi-service à la rentrée 2009.

15 jours seront nécessaires pour inscrire les admis 2ème session, qui ne peuvent s'inscrire qu'après les résultats de la session 2 soit à partir du 23 novembre soit en même temps que la rentrée. Mais ces étudiants ne pourront pas aller en cours tant qu'ils ne seront pas inscrits dans les groupes. Cela impliquera une année universitaire à 2 semestres de 9 semaines au lieu de 12. Cette solution dégraderait donc deux années universitaires.

Les personnels de BIATOS de l'UFR Histoire, Arts et Archéologie.